

Le renouveau syndical au programme des Entretiens de l'Ires

Sortie de la *Chronique internationale de l'IREs*, n° 160

L'Institut de Recherches Économiques et Sociales vient de publier un numéro spécial de la *Chronique internationale de l'IREs* sur le renouveau syndical, en particulier pour faire face aux transformations du marché du travail. Ce numéro propose des analyses inédites et un éclairage approfondi sur des expériences concrètes de renouveau du syndicalisme dans plusieurs pays d'Europe et deux pays du continent américain, dans une démarche comparative.

Les Entretiens de l'Ires du 1^{er} mars 2018 seront l'occasion de mettre en regard les expériences étrangères et françaises. Lors de trois tables rondes thématiques, les débats associeront chercheurs, universitaires et responsables syndicaux. Des syndicalistes français viendront faire état des défis qu'ils ont à relever et des actions engagées, notamment envers les travailleurs peu enclins à se regrouper dans des collectifs. Des chercheurs viendront présenter les résultats de leurs études sur le sujet.

Les débats porteront sur les stratégies nationales mises en œuvre par les syndicats, leurs stratégies au niveau local ou encore celles qu'ils mènent avec des acteurs non-syndicaux.

Contact ■ 01 48 15 18 92

frederic.lerais@ires.fr

Renouveau syndical : enjeux, stratégies et pratiques Une comparaison internationale

jeudi 1^{er} mars 2018

Salle Eugène Hénaff, annexe Varlin - Bourse du Travail de Paris
29, bd du Temple - Paris 3^e

- 9h00** Accueil des participants
- 9h15** Ouverture Franck Mikula, Président Ires
- 9h30** 1^{re} table-ronde : « Quelles stratégies de renouveau syndical déployées au niveau local ? »
Animation : Leïla De Comarmond (*Les échos*)
- Sébastien Crozier (CFE-CGC)
 - Jean-Michel Denis (Université Paris-Est Marne-la-Vallée)
 - Isabelle Mercier (CFDT)
 - Donna Kesselman (Université Paris-Est Créteil)
- 11h15** 2^e table-ronde : « Quelles relations, interactions stratégiques y compris avec des structures associatives ? »
Animation : Marie-Noëlle Lopez (*Planet Labor*)
- Sophie Bérout (Université Lumière Lyon 2)
 - David Dugué (CGT)
 - Catherine Vincent (Ires)
- 12h45** Pause déjeuner
- 14h00** 3^e table-ronde : « Quelles stratégies syndicales mobilisées au niveau national ? »
Animation : Jérôme Lepeytre (AEF)
- Béatrice Clicq (CGT-FO)
 - Marcus Kahmann (Ires)
 - Bernard Sagez (CFTC)
 - Karel Yon (Université Lille 2)
- 15h30** Clôture Frédéric Lerais, Directeur Ires

Chronique Internationale de l'IREs

Renouveau syndical : enjeux, stratégies et pratiques Une comparaison internationale

numéro spécial ■ n° 160

Depuis les années 1980, l'affaiblissement du syndicalisme est allé de pair avec des transformations profondes du marché du travail : intensification de la sous-traitance, fragmentation des relations d'emploi, émiettement et précarisation du salariat. Suite à la grande récession de 2008, ces dynamiques se sont accentuées sous l'effet de la mise en œuvre de politiques d'austérité et de réformes structurelles remettant en cause les régulations du travail et de l'emploi existantes.

Comment, dans un tel contexte, les organisations syndicales de différents pays tentent-elles de surmonter ces difficultés et de mobiliser des salariés, mais aussi des travailleurs souvent moins enclins à se regrouper dans des collectifs, comme les sous-traitants, les « faux indépendants », les intérimaires, les jeunes, les femmes ou les immigrés ? Comment chaque système national de relations professionnelles influence-t-il les stratégies mises en œuvre par les syndicats ?

C'est l'objet de ce numéro spécial de la *Chronique internationale de l'Ires* que de proposer des réponses à ces questions, en examinant des expériences concrètes de renouveau du syndicalisme dans plusieurs pays d'Europe et dans deux pays du continent américain. Elles permettent de mettre au jour les stratégies syndicales, qu'elles soient impulsées par le haut ou se déploient à partir de l'échelon local. Les articles examinent également, et c'est une des originalités de ce numéro, d'autres formes de collectifs de travailleurs qui s'organisent avec le soutien du mouvement syndical traditionnel ou en dehors de lui.



[Télécharger l'ensemble de la Chronique](#)

■ **Quel renouveau pour le syndicalisme contemporain ?**

Cristina NIZZOLI

Ce numéro interroge les expériences concrètes de renouveau du syndicalisme à travers une comparaison entre neuf pays. Quelles stratégies sont envisagées par les syndicats pour faire face aux défis posés par les transformations du marché du travail ? L'originalité du numéro réside dans la prise en compte, au même titre que les cas de renouveau à l'échelle nationale et locale, des mobilisations qui prennent forme en dehors de la sphère syndicale traditionnelle.

■ **États-Unis. Les enjeux de la revitalisation syndicale face aux transformations de l'emploi et aux nouveaux mouvements sociaux**

Donna KESSELMAN et Catherine SAUVIAT

Le syndicalisme est en butte aux États-Unis à une législation très restrictive et un contexte jurisprudentiel et politique le plus souvent hostile. De surcroît, les transformations de l'emploi y ont rendu plus difficiles les formes de représentation et d'action syndicale traditionnelles. La stratégie d'*organizing*, mise en œuvre par les syndicats pour enrayer leur déclin, malgré quelques succès a rencontré des résistances à l'échelle locale. Elle a même abouti à une scission syndicale au sommet. Dans ce contexte, de nouveaux mouvements sociaux ont surgi sur le devant de la scène pour défendre les travailleurs les plus précaires, et dont les syndicats sont partie prenante. Porteurs de nouveaux droits, bien que très inégalement répartis, ces mouvements empruntent à des stratégies diverses. Mais leur mobilisation peut-elle être durable sans revitalisation des organisations syndicales ?

■ **Royaume-Uni. Tensions et ambiguïtés dans la stratégie d'*organising***

Jacques FREYSSINET

Le syndicalisme britannique a mis en œuvre sa stratégie d'*organising* face à une diminution massive des adhésions et à l'hostilité des gouvernements conservateurs. Cette politique a engendré dynamisme et innovations, mais elle s'est heurtée à des résistances internes qui expliquent le caractère limité de son champ d'application et de ses résultats. Le problème reste posé de la création de structures syndicales autonomes qui puissent traduire la diversité des valeurs, des besoins et des formes de mobilisation de la main-d'œuvre précaire.

■ **Allemagne. Stratégies de renouveau syndical envers les travailleurs précaires : le cas des intérimaires dans la métallurgie**

Marcus KAHMANN

Cet article analyse les efforts du syndicat de la métallurgie, IG Metall pour renouveler son répertoire d'actions à l'égard de l'intérim. En proposant une étude de cas, nous visons à éclairer les enjeux qui se posent au syndicat, ainsi que la stratégie qu'il met en œuvre et son évolution face à l'usage croissant de cette forme d'emploi. IG Metall est un cas intéressant dans la mesure où ce syndicat s'est lancé dans un processus de mise à plat de ses stratégies et de son fonctionnement. Son investissement dans les zones dépourvues de structures de représentation via des modes d'action empruntés à l'*organizing* et dans la syndicalisation des salariés « atypiques » sont désormais une priorité. Dans cet esprit, IG Metall a entièrement revu son approche des travailleurs intérimaires en les intégrant dans son domaine d'action.

■ **Autriche. Le conseil d'entreprise au coeur des stratégies de resyndicalisation**

Kevin GUILLAS-CAVAN

Dans un contexte de déclin de leurs effectifs, les syndicats autrichiens ont fait le choix de se concentrer sur le rétablissement de leurs liens avec les conseils d'entreprise assurant traditionnellement le recrutement. Face à la multiplication des entreprises sans conseil, les outils de l'*organizing* sont utilisés ponctuellement pour prendre pied dans les déserts syndicaux, réunir un noyau dur d'adhérent-es et les assister dans la création d'un conseil. De premiers effets positifs se font sentir.

■ **Belgique. Les syndicats sur le qui-vive pour soutenir les travailleurs des plateformes : l'exemple des livreurs de repas**

Kurt VANDAELE

La Belgique affiche depuis les années 1990 un taux de syndicalisation élevé et stable, malgré l'absence quasi totale de stratégie d'*organizing* de la part des syndicats. Cependant les adhésions ont cessé de

progresser récemment. L'essor du capitalisme de plateforme, à l'instar des entreprises de livraison de repas avec des livreurs souvent jeunes, peut être l'occasion de tester la stratégie d'*organizing* jusqu'ici peu utilisée et de démontrer que les syndicats peuvent jouer un rôle important dans le processus de transition de l'école au monde du travail.

■ **Brésil. Les obstacles à la revitalisation syndicale**

Andréa GALVÃO et José Dari KREIN

L'article vise à discuter les obstacles à la revitalisation syndicale au Brésil en se penchant plus particulièrement sur la représentation des travailleurs précaires.

Si ces travailleurs ne sont pas impossibles à organiser ni condamnés à la passivité, les syndicats font face à plusieurs difficultés pour les représenter. Notre hypothèse est que la structure des emplois, historiquement marquée par un niveau d'informalité élevé, et les caractéristiques des relations professionnelles brésiliennes poussent les syndicats à la fragmentation et à la dépolitisation. Nous présentons quelques caractéristiques du syndicalisme dans ces secteurs, ainsi que les différentes formes d'action qu'il développe, en essayant de montrer en quoi les aspects structurels précités limitent la mise en œuvre de stratégies innovantes.

■ **Espagne. Les syndicats face à la crise : revitalisation ou retour à la concertation ?**

Catherine VINCENT

Le pouvoir institutionnel que les deux principales organisations syndicales espagnoles avaient construit dans les dernières décennies en privilégiant la concertation avec l'État et le patronat a été très affaibli par les politiques de dérégulation du marché du travail post-crise. Confrontées à des problèmes internes (d'adhésion, de structuration, de démocratie) et à des remises en cause externes (relations avec les nouveaux mouvements sociaux), elles doivent impérativement rechercher une stratégie alternative. Elles ne se sont pas tournées vers la transposition de pratiques de revitalisation syndicale centrées sur l'adhésion mais plutôt vers une dynamique de mobilisation sociale, en se cherchant une place dans des conflits de salariés précaires organisés par d'autres.

■ **Italie. Du renouveau syndical sans stratégie ?**

Cristina NIZZOLI

Les réformes du droit du travail promulguées dans les dernières années ont contribué à flexibiliser le marché du travail italien. Dans cet article, on éclaire les stratégies mises en œuvre par les syndicats traditionnels (CGIL, CISL et UIL) pour faire face aux enjeux propres au marché du travail contemporain. On interroge aussi le rôle des syndicats minoritaires et des collectifs auto-organisés qui ont été créés notamment pour la défense des droits des travailleurs précaires.

■ **Suède. Entre attractivité et *organizing* : les stratégies des syndicats suédois pour (re)conquérir des adhérents**

Annie JOLIVET

La Suède présente l'un des taux de syndicalisation les plus élevés du monde, même s'il est en baisse depuis le milieu des années 1990. L'article pointe le choc créé par la réforme de l'assurance-chômage en 2007-2008, avec une diminution brutale du nombre de syndiqués. Il dresse aussi un état des lieux des tendances fortes à la baisse des adhésions, notamment parmi les ouvriers et les jeunes dans certains secteurs d'activité.

Les syndicats ont réagi à la baisse des adhésions par des initiatives variées : réduction du coût, voire gratuité de l'adhésion, possibilité de tester les services offerts ; proposition de services adaptés aux nouveaux besoins ; plateformes Internet, utilisation des nouveaux médias de communication et campagnes en direction des jeunes notamment ; développement des implantations sur les lieux de travail et travail en profondeur sur l'organisation de la représentation au niveau local. S'y ajoutent des actions plus classiques de défense du modèle suédois.

L'Institut de Recherches Économiques et Sociales (Ires) a été créé en 1982 par l'ensemble des organisations syndicales représentatives françaises avec le concours du gouvernement. Depuis sa création, la CFDT, la CFE-CGC, la CFTC, la CGT, la CGT-FO et l'UNSA-Éducation gèrent en commun l'institut.

Y sont menés deux types de travaux :

- des recherches et des analyses menées par son équipe pluridisciplinaire de chercheurs ;
- des travaux de recherche propres à chaque organisation syndicale, regroupés au sein de l'Agence d'objectifs.

L'Ires apporte des éléments d'analyse sur l'ensemble des questions économiques et sociales nationales, européennes et internationales qui intéressent les organisations syndicales. Il a vocation à se situer sur des réflexions de moyen et long terme, de nature sociale, économique, environnementale et sociétale.

L'institut promeut une approche originale des relations entre la recherche et le mouvement syndical, sur des sujets qui appellent expertise, débat et controverse scientifique. C'est un lieu de recherche et d'expertise sur et pour le mouvement syndical, engagé dans des activités internationales et européennes, qui contribue à la reconnaissance de celui-ci et de la place du travail.

Par son positionnement institutionnel et la nature des travaux de recherche qu'il conduit, l'Ires contribue à éclairer le débat social par des analyses et approches comparatives rigoureuses.

Constitué en association Loi 1901, l'Ires dispose d'une Assemblée générale composée de neuf syndicalistes, quatre représentants du Premier ministre ainsi que neuf personnalités scientifiques.

Dans le cadre de ses activités, l'institut organise régulièrement les Entretiens de l'Ires. Lors de ce colloque, il rassemble chercheurs et syndicalistes, et contribue au débat public en présentant et discutant ses travaux les plus récents.